

Unité départementale de la Vendée
Cité Travot – 10 rue du 93^e régiment d'infanterie
85000 LA ROCHE SUR YON

LA ROCHE SUR YON, le 21 Avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



TECHNIQUES SURFACES GRAND OUEST

Pôle Technique Odyssée
Route d'Aizenay
85220 Coëx

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES GRAND OUEST implanté Pôle Technique Odyssée Route d'Aizenay 85220 Coëx. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que d'une action nationale relative aux émissions atmosphériques des sites autorisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUES SURFACES GRAND OUEST
- Pôle Technique Odyssée Route d'Aizenay 85220 Coëx
- Code AIOT : 0006305014
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TSGO exploite des installations de traitements de surfaces, autorisées par arrêté préfectoral du 12 mars 2008. Le site comprend notamment des installations de traitement par l'intermédiaire de bains de sels fondus, soumises à autorisation au titre de la rubrique 2562.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- émissions atmosphériques

- prévention du risque de pollution des eaux et de sols
- prévention du risque d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement 2563	Code de l'environnement, article R.511-9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ajout d'installations de trempe	Code de l'environnement, article R.181-46	/	Sans objet
6	Marquage des cuves	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.6	/	Sans objet
8	Bon état des installations	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.3.3	/	Sans objet
9	Chauffage des bains	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.2	/	Sans objet
11	Accès aux commandes manuelles de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Captation des vapeurs de traitement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3	/	Sans objet
4	Programme de surveillance air	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3	/	Sans objet
5	VLE Air	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3	/	Sans objet
7	Alarme en point bas de la rétention	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.2	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.4	/	Sans objet
12	Foudre - rapports de vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
13	Confinement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.8	/	Sans objet
14	Procédure confinement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a notamment permis de constater que la captation des émissions atmosphériques est satisfaisante et que les émissions canalisées sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement 2563

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La situation actuellement autorisée est la suivante (arrêté d'autorisation du 12 mars 2008) : - 2562-1 (bains de sels fondus) : 3 810 l - autorisation - 2565-2-a (traitements de surfaces) : 5 600 l - enregistrement
Constats : La ligne de traitement comprend des bains de dégraissage alcalin. À la date de signature de l'arrêté d'autorisation, ces installations relevaient de la rubrique 2565-2. Au vu de la FDS du produit de dégraissage, les bains de dégraissage relèvent désormais de la rubrique 2563 (créée par le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013).
Observations : L'exploitant doit transmettre un courrier au préfet dans lequel il met à jour et justifie son positionnement vis-à-vis de la rubrique 2563.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ajout d'installations de trempe

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a mis en place deux installations de traitement par trempe, relevant de la rubrique 2561, sans en informer le préfet. Il s'agit d'une modification notable qui aurait dû être portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Captation des vapeurs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs.
Constats : La vérification du bon fonctionnement des systèmes de captation est intégrée au programme de surveillance du bon état des installations. Ce bon fonctionnement est vérifié au moins une fois par an. Lors de la visite, le bon fonctionnement de la captation a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Programme de surveillance air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés plus haut, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.
Constats : Une campagne de mesures des rejets canalisés issus de la ligne de traitement est réalisée annuellement. La dernière campagne date de juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : VLE Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets canalisés issus de la ligne de traitement respecte les valeurs limites suivantes : débit : 20 000 m ³ /h Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/m ³ HF, exprimé en F : 2 mg/m ³ Cr total : 1 mg/m ³ Cr VI : 0,1 mg/m ³ Ni : 5 mg/m ³ CN : 1 mg/m ³ Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/m ³ NOx, exprimés en NO2 : 200 mg/m ³ SO2 : 100 mg/m ³ NH3 : 30 mg/m ³
Constats : Aucun écart n'a été constaté lors de la campagne de juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Marquage des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le nom des substances et préparations contenues, ainsi que les éventuels pictogrammes de dangers, ne sont pas indiqués sur les cuves de la ligne de traitement, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Alarme en point bas de la rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : La capacité de rétention associée à la ligne de traitement dispose d'un dispositif d'alarme en point bas. Elle n'est pas munie d'un système automatique de relevage des eaux. Lors de la visite de contrôle, elle était vide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bon état des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.
Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance du bon état de ses installations. Hormis en ce qui concerne les opérations les plus fréquentes (en particulier les contrôles quotidiens), la réalisation de ce suivi est consignée sur un registre dédié. Toutefois, il convient de compléter ce programme de surveillance par les contrôles suivants : - la vérification périodique du bon fonctionnement des capteurs de niveaux des bacs ; - la vérification périodique du bon fonctionnement du dispositif automatique de coupure du chauffage en cas de manque de liquide dans les bacs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Chauffage des baignoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Le site dispose de plusieurs baignoires chauffées, notamment des baignoires de dégraissage (relevant initialement de la rubrique 2565 et désormais de la rubrique 2563) et des baignoires de traitement par l'intermédiaire de sels fondus (rubrique 2562). Les cuves de dégraissage disposent d'un capteur de niveau bas, devant automatiquement couper le chauffage des baignoires. Le bon fonctionnement de cet asservissement n'a toutefois pas été testé lors de la visite. Aucun dispositif de ce genre n'existe sur les baignoires de sels fondus.
Observations : Cette disposition est issue de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces relevant de la rubrique 2565 (désormais 3260). Aucune prescription de ce genre n'est prévue pour les installations relevant de la rubrique 2562 (notamment dans l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985). Toutefois, le champ d'application de l'article 4.5.2 n'est pas clairement défini. En effet, le terme « traitement de surface », mentionné dans le titre de cet article, peut, en fonction du contexte, se limiter aux installations relevant de la rubrique 2565 ou inclure d'autres types de traitements de surfaces, notamment la nitruration visée par la rubrique 2562. L'exploitant a indiqué envisager de solliciter, auprès du préfet, une modification de l'article 4.5.2, afin de clairement limiter son champ d'application à l'étape de dégraissage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en juillet 2022. Le Q18 associé au rapport conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion. Il est donc considéré qu'elles sont maintenues en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Accès aux commandes manuelles de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La commande manuelle des exutoires de fumées doit être facilement accessible depuis les accès.
Constats : La commande manuelle du dispositif de désenfumage, située au niveau de l'accès ouest de l'atelier, n'est pas facilement accessible depuis cette entrée, ce qui constitue un écart. En effet, son déclenchement manuel nécessiterait d'entrer dans l'atelier et de contourner un rack. Cette configuration rend la commande manuelle peu visible. En outre, l'accès à cette commande est encombré.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Foudre - rapports de vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Une analyse du risque foudre et une étude technique ont été réalisées en avril 2016. La première vérification, post-réalisation des travaux de protection décrits dans l'étude technique, a été réalisée en novembre 2016. Depuis, l'exploitant respecte le programme de vérification imposé (vérification visuelle tous les ans et vérification complète tous les deux ans). La dernière vérification complète a été réalisée en juin 2022. Elle conclut à l'absence de nécessité d'une remise en état des dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour la collecte des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie la Sté T.S.G.O. met en place les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le bâtiment ou est prévu l'implantation de la chaîne de traitement de surface et de traitement thermochimique comporte un sol étanche et sur 3 cotés des bordures étanches d'au moins 0.20 m .- en cas d'incendie les eaux d'extinction sont contenues dans ce bâtiment en premier lieu puis aboutissent à partir du coté Nord du bâtiment ne comportant pas de bordure vers une zone de circulation imperméabilisée d'au moins 3000 m² disposant en point bas, dans sa zone centrale, d'un réseau de collecte pluvial ;- l'évacuation de ce réseau pluvial est équipé d'un regard avec système d'obturation rapide manuel (regard aménagé avec vanne guillotine) ;- ces moyens doivent permettre de contenir sans délai au moins 400 m³ d'eaux souillées (37 m³ au droit des rétentions prévues pour la protection des différents bains composant la chaîne, 100 m³ dans le bâtiment et 300 m³ sur l'aire de circulation par obturation du réseau pluvial).
Constats : Aucun écart n'a été constaté. L'atelier dispose bien d'une bordure étanche (contrôle partiel, sur une partie de l'atelier) et le réseau de collecte des eaux pluviales est bien muni d'un dispositif d'obturation.
Observations : L'exploitant est invité à vérifier qu'au niveau de l'ensemble des portes, les seuils atteignent bien une hauteur minimale de 20 cm, comme imposé par l'article 4.5.8.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Procédure confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 8.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité spécifient notamment les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.
Constats : Une procédure relative au confinement des eaux polluées générées en cas d'accident a bien été rédigée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet